



Sommaire

- 1 Prix
- 2 Indicateurs Economiques et Financiers
- 3 Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages au terme de l'année 2022
- 4 La journée Internationale des femmes

Repères statistiques

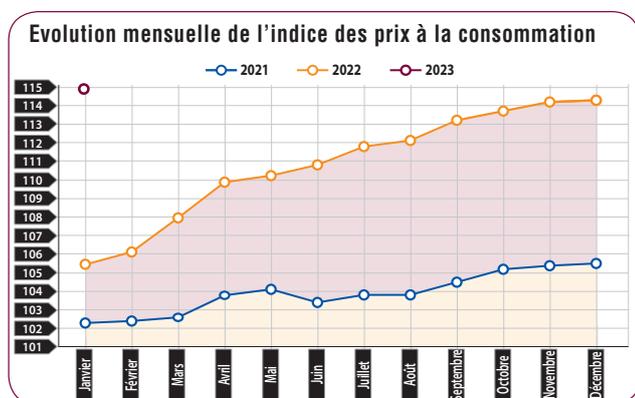
BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2017)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de janvier 2023, une hausse de 0,5% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 1,4% de l'indice des produits alimentaires et de la baisse de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 8,9% au cours du mois de janvier 2023.



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2022	JANV. 2023	VAR. %	2022	2023	VAR. %
Produits alimentaires	120,9	122,6	1,4	105,0	122,6	16,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	120,5	122,1	1,3	104,0	122,1	17,4
Boissons alcoolisées et tabac	129,8	136,7	5,3	129,7	136,7	5,4
Produits non alimentaires	110,0	109,9	-0,1	105,8	109,9	3,9
Articles d'habillements et chaussures	112,1	112,3	0,2	106,9	112,3	5,1
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	104,2	104,2	0,0	103,1	104,2	1,1
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	109,9	110,1	0,2	103,7	110,1	6,2
Santé	102,0	102,1	0,1	101,7	102,1	0,4
Transport	122,1	120,5	-1,3	109,9	120,5	9,6
Communication	104,3	104,3	0,0	103,7	104,3	0,6
Loisirs et culture	106,0	105,9	-0,1	101,5	105,9	4,3
Enseignement	116,7	116,7	0,0	111,7	116,7	4,5
Restaurants et hôtels	110,5	110,9	0,4	105,6	110,9	5,0
Biens et services divers	111,2	111,5	0,3	108,8	111,5	2,5
Indice général	114,3	114,9	0,5	105,5	114,9	8,9

Source : Haut Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2022	JANV. 2023	VAR. %	2022	2023	VAR. %
Agadir	112,4	113,2	0,7	104,8	113,2	8,0
Casablanca	114,5	114,5	0,0	106,7	114,5	7,3
Fès	114,8	115,7	0,8	105,4	115,7	9,8
Kénitra	115,4	115,6	0,2	105,0	115,6	10,1
Marrakech	115,4	116,3	0,8	105,5	116,3	10,2
Oujda	113,9	114,9	0,9	103,9	114,9	10,6
Rabat	112,8	113,2	0,4	105,1	113,2	7,7
Tétouan	113,3	114,3	0,9	103,6	114,3	10,3
Meknès	114,4	114,8	0,3	104,9	114,8	9,4
Tanger	113,3	114,4	1,0	104,8	114,4	9,2
Laâyoune	113,1	114,4	1,1	104,8	114,4	9,2
Dakhla	113,3	114,2	0,8	105,2	114,2	8,6
Guelmim	115,2	116,6	1,2	108,0	116,6	8,0
Settat	113,3	113,7	0,4	105,8	113,7	7,5
Safi	117,9	119,2	1,1	108,3	119,2	10,1
Beni-Mellal	117,6	118,6	0,9	106,1	118,6	11,8
Al-hoceima	117,8	117,9	0,1	103,9	117,9	13,5
Errachidia	115,3	116,7	1,2	104,6	116,7	11,6
Ensemble	114,3	114,9	0,5	105,5	114,9	8,9

Source : Haut Commissariat au Plan.

Au cours du mois de janvier de l'année 2023, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Guelmim et Errachidia avec 1,2%, à Laâyoune et Safi avec 1,1%, à Tanger avec 1,0%, à Oujda, Tétouan et Beni-Mellal avec 0,9%, à Fès, Marrakech et Dakhla avec 0,8%, à Agadir avec 0,7%, à Rabat et Settat avec 0,4% et à Meknès avec 0,3%. En revanche, une stagnation a été enregistrée à Casablanca.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours du mois de janvier 2023 par rapport au même mois de l'année précédente les hausses les plus importantes à Al-hoceima avec 13,5%, à Beni-Mellal avec 11,8%, à Errachidia avec 11,6%, à Oujda avec 10,6%, à Marrakech avec 10,2%, à Kénitra et Safi avec 10,1%, à Fès avec 9,8%, à Meknès avec 9,4% et à Tanger et Laâyoune avec 9,2% ; et les moins importantes à Casablanca avec 7,3%, à Settat avec 7,5% et à Rabat avec 7,7%.

Evolution des variations interannuelles de 2021 à 2023

ANNEE	JANVIER/JANVIER (1)	LES DOUZE DERNIER MOIS (2)
2021	0,0	0,5
2022	3,1	1,7
2023	8,9	7,1

Source : Haut Commissariat au Plan.

- (1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
 (2) Variation de l'indice moyen des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation au mois de Janvier		
	2022	2023	VAR.%
Pêche			
Produits commercialisés de la pêche côtière et artisanale			
Poids (en Tonne)	47 342	30 201	- 36,2
Valeur (en milliers de Dh)	1 189 975	977 310	- 17,9

Source : Office National des Pêches.

	Situation au mois de Janvier		
	2022	2023*	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	3 323	3 344	0,6
Mines			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	2 715	1 831	- 32,6
Bâtiment et Travaux Publics			
Consommation du ciment (milliers de tonnes)	1 128 552	1 060 582	- 6,0

Sources : ONEE, OCP, Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville.

Echanges extérieurs

	Situation au mois de Janvier		
	2022*	2023*	VAR.%
Commerce Extérieur			
Exportations	36 407	47 531	30,6
Biens (FAB)	27 574	28 350	2,8
Services	8 833	19 181	117,2
Importations	50 698	54 695	7,9
Biens (FAB)	44 258	46 357	4,7
Services	6 440	8 338	29,5
Solde commercial	- 14 291	- 7 164	
Taux de couverture (en %)	71,8	86,9	
Recettes M.R.E.	6 304	9 221	46,3

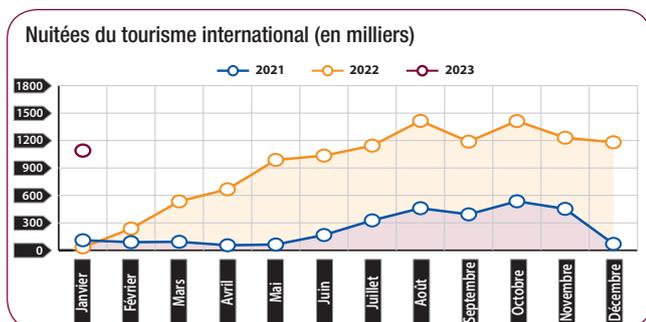
FAB : Franco à Board
Source : Office des Changes.

MRE : Marocains Résidant à l'Etranger

Tourisme

	Situation au mois de Janvier		
	2022*	2023*	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	301,8	1 627,3	439,2
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	31,5	1 089,6	3 359,0

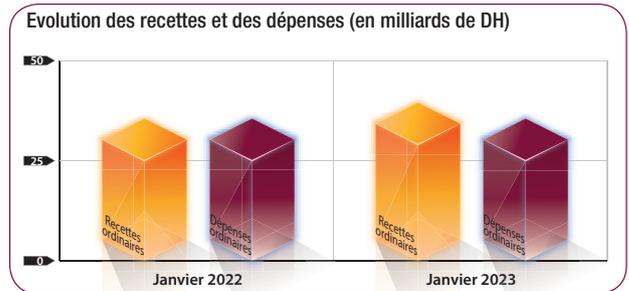
Source : Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire.



Finances publiques

	Situation au mois de Janvier		
	2022 ^R	2023*	VAR.%
Recettes ordinaires	25 048	28 672	14,5
Dépenses ordinaires	24 557	24 521	- 0,1
Dette publique	640	1 273	98,9
Investissement	12 266	12 340	0,6
Solde Net des Comptes Spéciaux	11 408	8 651	
Solde du Budget Général	- 366	462	

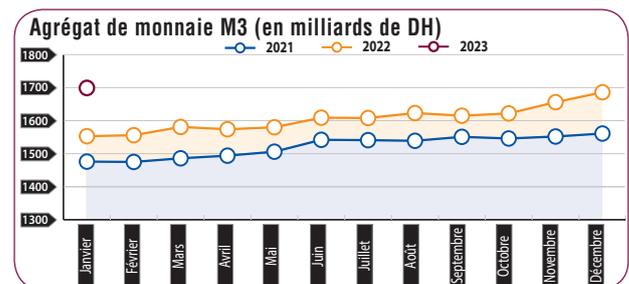
Source : Ministère de l'Economie et des Finances.



Monnaie

	Situation au mois de Janvier		
	2022 ^R	2023*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 553 244	1 698 744	9,4
Agrégats de placements liquides	873 999	749 058	-14,3
Créances sur l'économie	1 167 252	1 243 111	6,5
Créances nettes des ID sur l'AC	289 921	351 195	21,1
Créances nettes des ID sur les non résidents	316 102	317 508	0,4
Ressources à caractère non monétaire	260 069	275 464	5,9
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor	73 275	83 354	13,8
Autres postes nets	- 33 236	- 20 959	36,9
Total des contreparties(1)	1 553 244	1 698 744	9,4

(1) : Total des contreparties = Créances nettes des ID sur les non résidents + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Contrepartie des dépôts auprès du trésor + Autres postes nets.
Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de Janvier		
	2022	2023	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	3 793,01	1 869,11	- 50,7
Capitalisation boursière (en millions de DH)	719 282,06	538 606,81	- 25,1
Indice MASI	13 883,49	10 275,45	- 26,0
Indice MASI20	1 131,96	825,61	- 27,1

	2 DEC. 2022			6 JANV. 2023			VAR.%
O.P.C.V.M.							
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	559	559	0,0	559	491 493,72	- 7,8	

OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Au terme de l'année 2022

Les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, montrent qu'au quatrième trimestre de 2022, le moral des ménages continue sa tendance baissière pour atteindre son niveau le plus bas depuis le début de l'enquête en 2008.

L'indice de confiance des ménages (ICM) s'établit à 46,6 points au lieu de 47,4 points enregistrés le trimestre précédent et 61,2 points le même trimestre de l'année précédente.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Les composantes de l'ICM portent sur la perception par les ménages de l'évolution du niveau de vie, du chômage, de l'opportunité à effectuer des achats de biens durables et de leur situation financière.

• Ressenti par les ménages d'une détérioration de leur niveau de vie

Au quatrième trimestre de 2022, 83,1% des ménages déclarent une dégradation du niveau de vie au cours des 12 derniers mois, 11,8% un maintien au même niveau et 5,1% une amélioration. Le solde d'opinion sur l'évolution passée du niveau de vie est resté négatif, à moins 78,0 points, contre moins 74,6 points au trimestre précédent et moins 55,2 points au même trimestre de l'année passée.

Plus de la moitié des ménages (52,4%) s'attendent à une dégradation du niveau de vie au cours des 12 prochains mois, 38,2% à un maintien au même niveau et 9,4% à une amélioration. Le solde d'opinion relatif à cet indicateur s'établit, ainsi à moins 43,0 points contre moins 41,6 points au trimestre précédent et moins 1,4 points au même trimestre de l'année passée

• Evolution du chômage : perception relativement moins négative

Au quatrième trimestre de 2022, 85,0% contre 5,4% des ménages s'attendent à une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion est resté ainsi négatif à moins 79,6 points contre moins 83,5 points enregistré un trimestre auparavant et moins 77,6 points au même trimestre de l'année passée.

• Une conjoncture peu favorable à l'achat des biens durables selon les perceptions des ménages

Au quatrième trimestre de 2022, 79,9% contre 9,6% des ménages considèrent que le moment n'est pas opportun pour effectuer des achats de biens durables. Le solde d'opinion de cet indicateur s'est ainsi établi à moins 70,3 points contre moins 74,0 points le trimestre précédent et moins 62,8 points le même trimestre de l'année 2021.

• Sentiment par les ménages de la détérioration de leur situation financière

Au quatrième trimestre de 2022, 52,0% des ménages estiment que leurs revenus couvrent leurs dépenses, 45,0% déclarent s'endetter ou puiser dans leur épargne et 3,0% affirment épargner une partie de leur revenu. Le solde d'opinion relatif à la situation financière actuelle des ménages est resté ainsi négatif, à moins 42,0 points contre moins 40,9 points le trimestre précédent et moins 40,4 points l'année précédente.

Quant à l'évolution de leur situation financière au cours des 12 derniers mois, 57,8% contre 4,8% des ménages considèrent qu'elle s'est dégradée. Le solde d'opinion relatif à cet indicateur est resté ainsi négatif et atteint son niveau le plus bas avec moins 53,0 points contre moins 47,7 points au trimestre précédent et moins 49,0 points au même trimestre de l'année précédente.

S'agissant de l'évolution de leur situation financière au cours des 12 prochains mois, 17,5% contre 25,2% des ménages s'attendent à une amélioration de leur situation financière. Le solde d'opinion de cet indicateur s'est ainsi établi à moins 7,7 point contre moins 5,9 points un trimestre auparavant et 15,1 points un an auparavant.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de la conjoncture

L'enquête fournit également des données trimestrielles sur la perception des ménages relatives à d'autres aspects des conditions de vie. Il s'agit en particulier de la capacité des ménages à épargner et de l'évolution des prix des produits alimentaires.

• Capacité future des ménages à épargner : perceptions toujours pessimistes

Au quatrième trimestre de 2022, 11,1% contre 88,9% des ménages s'attendent à épargner

au cours des 12 prochains mois. Le solde d'opinion relatif à cet indicateur est resté négatif, à moins 77,8 points au lieu de moins 78,0 points au trimestre précédent et moins 69,5 points au même trimestre de l'année passée.

• Ressenti unanime par les ménages d'une augmentation des prix des produits alimentaires

Au quatrième trimestre de 2022, la totalité des ménages (98,9%) déclarent que les prix des produits alimentaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois. Le solde d'opinion est ainsi resté négatif, à moins 98,8 points, après avoir été de moins 99,1 points un trimestre auparavant et de moins 95,9 points un an auparavant.

Quant aux perspectives de leur évolution au cours des 12 prochains mois, les prix des produits alimentaires devraient continuer à augmenter selon 76,8% des ménages contre 5,0% seulement qui s'attendent à leur baisse. Le solde d'opinion est resté ainsi négatif, se situant à moins 71,8 points, au lieu de moins 73,6 points enregistrés un trimestre auparavant et de moins 76,3 points un an auparavant.

3. Evolution d'autres indicateurs annuels de la conjoncture

En plus des indicateurs trimestriels, le HCP calcule à la fin de chaque année le solde relatif à la perception par les ménages de certaines composantes de leur environnement dont la variabilité n'est pas significative d'un trimestre à l'autre. Il s'agit de l'évolution, entre 2021 et 2022, de l'opinion des ménages sur la situation des droits de l'Homme, la protection de l'environnement et la qualité de certains services publics.

• Qualité des prestations administratives : perception relativement plus positive

En 2022, 55,5% des ménages perçoivent une amélioration de la qualité des prestations administratives contre 18,6% qui perçoivent sa dégradation. Le solde qui résume cette opinion a enregistré 36,9 points contre 34,4 points une année auparavant.

• Protection de l'environnement : opinions positives

En 2022, 50,2% contre 15,8% des ménages perçoivent que la qualité de la situation en matière de protection de l'environnement s'est améliorée. Le solde relatif à cet indicateur enregistre ainsi, 34,4 points au lieu de 35,7 points en 2021.

• Situation des droits de l'Homme : perception d'une relative amélioration

En 2022, 36,7% des ménages contre 19,6% pensent que la situation des droits de l'Homme s'est améliorée. Le solde relatif à cet indicateur est passé à 17,1 points en 2022 au lieu de 24,0 points en 2021.

• Services de l'enseignement : perception négative

En 2022, 43,7% contre 30,7% des ménages ont ressenti une dégradation de la qualité des services de l'enseignement. Le solde relatif à cet indicateur est passé de moins 35,3 points en 2021 à moins 13,0 points en 2022.

• Services de santé : persistance d'une situation dégradée

En 2022 60,8% des ménages perçoivent une dégradation de la qualité des services de santé contre 12,6% qui perçoivent son amélioration. Ces proportions étaient de 61,0% et 15,1% respectivement en 2021. Le solde relatif à cet indicateur est passé ainsi, à moins 48,2 points contre moins 45,9 points en 2021.

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	2018				2019				2020				2021				2022			
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4																
Indice de Confiance des Ménages	87,3	87,3	82,5	79,8	79,1	74,9	74,8	77,8	75,7	65,6	60,6	61,2	68,3	63,0	65,5	61,2	53,7	50,1	47,4	46,6
Perspective d'évolution du nombre de chômeur	-54,5	-61,7	-65,2	-70,0	-75,6	-76,9	-71,8	-71,6	-70,8	-75,2	-82,0	-78,3	-62,2	-69,8	-78,3	-77,6	-82,8	-81,1	-83,5	-79,6
Evolution passée du niveau de vie	-6,2	-5,4	-9,5	-13,3	-15,0	-25,4	-20,2	-20,0	-19,8	-24,8	-35,6	-46,6	-50,5	-50,8	-41,5	-55,2	-66,8	-73,0	-74,6	-78,0
Perspective d'évolution du niveau de vie	16,6	15,0	11,9	9,0	10,0	4,7	-3,7	-2,2	-4,6	-11,4	-17,4	-17,4	13,2	0,2	9,3	-1,4	-21,4	-34,3	-41,6	-43,0
Opportunité d'achat	-27,2	-25,8	-30,2	-36,8	-36,3	-41,4	-37,7	-29,2	-32,6	-68,0	-63,5	-61,2	-61,6	-65,6	-62,0	-62,8	-66,7	-69,1	-74,0	-70,3
Situation financière actuelle des ménages	-25,2	-24,1	-29,7	-28,4	-28,9	-30,8	-29,5	-26,4	-27,7	-30,0	-31,5	-29,1	-34,4	-38,0	-36,4	-40,4	-43,4	-42,8	-40,9	-42,0
Evolution passée de la situation financière des ménages	-18,1	-15,2	-18,2	-20,7	-21,2	-24,2	-26,0	-22,1	-22,9	-27,0	-34,0	-39,9	-47,4	-50,0	-48,0	-49,0	-50,9	-48,7	-47,7	-53,0
Evolution future de la situation financière des ménages	25,9	28,1	18,2	19,1	20,7	18,3	12,8	15,9	8,5	-4,6	-11,9	0,6	21,2	14,8	15,1	15,1	8,3	-0,1	-5,9	-7,7
Autres soldes																				
Evolution future des prix des produits alimentaires	-82,9	-84,0	-82,1	-86,6	-87,5	-86,5	-83,3	-82,2	-82,6	-69,0	-68,1	-64,6	-60,2	-67,6	-70,9	-76,3	-74,1	-74,3	-73,6	-71,8
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-86,7	-88,2	-88,1	-90,3	-88,1	-88,9	-83,7	-85,1	-82,8	-67,6	-75,1	-74,7	-74,0	-86,8	-86,9	-95,9	-97,9	-99,1	-99,1	-98,8
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-54,5	-57,9	-64,6	-63,0	-62,9	-66,6	-64,4	-64,5	-65,8	-70,4	-75,1	-65,8	-60,8	-67,2	-70,4	-69,5	-72,2	-77,3	-78,0	-77,8

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Pour plus d'informations sur les aspects méthodologiques de cette enquête, consulter le site web du HCP au www.hcp.ma

LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

A l'occasion de la journée internationale de la femme de 2023, célébrée, cette année, sous le thème «**Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes**», le Haut-Commissariat au Plan (HCP) contribue à l'hommage rendu aux femmes par la publication d'un éclairage sur les inégalités hommes-femmes en matière d'accès aux outils numériques et la cyber-violence à l'égard des femmes et des filles dans les espaces numériques.

AMELIORATION DE L'ACCES DES FEMMES AUX NTIC

Rappelons, tout d'abord, que le programme mondial des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 accorde une place centrale à l'égalité entre les deux sexes, une thématique transversale présente au niveau des 17 ODD de l'Agenda 2030, et à laquelle est consacré le cinquième objectif dédié spécifiquement à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des filles et des femmes. Rappelons, également, que le Maroc est l'un des premiers pays qui ont présenté pour une deuxième fois, en l'espace de 5 ans, leurs rapports nationaux sur la mise en œuvre des ODD au Forum Politique Onusien de Haut Niveau pour le développement durable, et des rares pays qui ont élaboré de rapports régionaux sur les ODD. Entre 2015 et 2020, la part des femmes, âgées de 5 ans et plus, possédant un téléphone mobile est passée de 92,2% à 94,9%. Pour les hommes, cette part est passée de 95,5% à 96,4% sur la même période⁽¹⁾.

Selon les résultats de l'enquête par Panel sur les répercussions de la pandémie COVID-19 sur la situation des ménages, réalisée par le HCP en trois passages entre 2020 et 2022 :

- En temps de confinement, le temps moyen d'utilisation des Smartphones, des tablettes ou ordinateurs pour la communication, la socialisation et les loisirs à travers les réseaux sociaux est de 1h40mn pour les personnes âgées de 15 ans et plus, 1h57mn par les hommes et 1h23mn les femmes, 2h01mn en milieu urbain et 1h01mn en milieu rural. Ce temps est plus long parmi les jeunes de 18 à 24 ans (3h05mn), parmi ceux ayant le niveau d'enseignement supérieur (3h01mn) et ceux en cours d'étude ou de formation (3h30mn).
- Avant confinement, plus de la moitié des marocains (51,5%) y consacrent plus de temps, 53,3% des hommes et 49,4% des femmes, 38,2% autant de temps, 38,4% des hommes et 37,8% des femmes, et 8,8% moins de temps, 7,1% des hommes et 10,8%

(1) Source : ANRT, l'enquête sur l'équipement et usage des TIC, 2020.

des femmes. Par ailleurs, 1,5% de la population, 1,2% des hommes et 2% des femmes, exercent cette activité pour la première fois pendant le confinement.

- A la sortie de la crise sanitaire, ce temps moyen a baissé à 48mn, 54mn pour les hommes et 42mn pour les femmes, 1h0mn pour les citadins et 26mn pour les ruraux. 1h35mn pour les personnes ayant le niveau des études supérieures, contre 17 min pour les sans niveau scolaire, 1h45mn pour les étudiants contre 50mn pour les actifs occupés et 37mn pour les femmes au foyer, 1h31mn pour les jeunes de 15 à 24 ans contre 36mn pour les personnes âgées de 45 à 59 ans. Au plan de la bancarisation, la détention d'un compte bancaire demeure marquée par un net écart entre les deux sexes : 71% des bancarisés âgés de 15 ans et plus sont des hommes et 29% des femmes.

L'USAGE DES NTIC CONTRIBUE A HAUTEUR DE 19% A LA VIOLENCE, SOUS TOUTES SES FORMES, A L'ENCONTRE DES FEMMES

Avec cette prolifération des NTIC et l'expansion des réseaux sociaux, la violence numérique, sous toutes ses formes, a émergé. Avec une prévalence de 14%, près de 1,5 million de femmes sont victimes de violence électronique aux moyens de courriels électroniques, d'appels téléphoniques, de SMS, etc.

Le risque d'être victime de ce type de violence est plus élevé parmi les citadines (16%), les jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans (29%), celles ayant un niveau d'enseignement supérieur (25%), les célibataires (30%) et les élèves et étudiantes (36%). Cette forme de violence est dans 73% des cas le fait d'un homme inconnu. Le reste des cas de cyber-violence revient, à part égale de près de 4%, à des personnes ayant un lien avec la victime notamment le partenaire, un membre de la famille, un collègue de travail, une personne dans le cadre des études ou un(e) ami(e).

Au total, cette forme de violence contribue à hauteur de 19% à l'ensemble des formes de violence à l'égard des femmes. Cette contribution s'élève à 34% pour les filles âgées de 15 à 19 ans et à 28% pour les femmes âgées de 20 à 24 ans.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



11ot 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BANK OF AFRICA 
BMCE GROUP